N° 452939

M. A...

5^{ème} et 6^{ème} chambres réunies

Séance du 15 février 2023

Lecture du 21 mars 2023

CONCLUSIONS

M. Florian Roussel, rapporteur public

Le 16 septembre 2011, M. A..., alors âgé de 42 ans et qui exerçait le métier de couvreur, est tombé du toit d'un pavillon. Il est décédé quelques jours plus tard des suites d'une anoxie cérébrale.

Retenant que plusieurs fautes commises lors de sa prise en charge par le centre hospitalier de Juvisy-sur-Orge¹ lui avaient fait perdre 30 % de chance de survie, le tribunal a condamné l'établissement et son assureur, la SHAM, à indemniser ses ayants droit. En appel, la cour a réduit d'un tiers le montant de la condamnation.

Les frais de soutien psychologique

Le pourvoi reproche d'abord, à juste titre, à la cour d'avoir dénaturé les pièces du dossier en rejetant la demande portant sur les frais de suivi psychologique de la fille de M. A... au seul motif que les requérants n'avaient pas répondu à la mesure d'instruction leur demandant de « chiffrer précisément » ces frais.

En effet, les intéressés avaient produit un certificat du responsable de l'unité de psychologie clinique du centre hospitalier Sud Francilien, en date du 10 avril 2015, évaluant ces besoins à deux séances mensuelles de 60 euros chacune. La demande était ainsi déjà chiffrée aussi précisément que possible, de sorte que la mesure d'instruction ordonnée était inutile.

Frais de succession

¹ Erreur de diagnostic et méconnaissance des bonnes pratiques en matière de prise en charge des patients polytraumatisés, faute d'avoir, d'une part, suivi les recommandations données par l'hôpital de La Pitié Salpêtrière consistant à intuber d'urgence M. A... compte tenu du risque de développement d'un œdème local (lequel a, de fait, rendu impossible l'intubation lorsqu'elle s'est avérée nécessaire) et, d'autre part, accepté de transférer immédiatement le patient dans cet hôpital.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

La cour n'a, en revanche, commis aucune erreur de droit en rejetant la demande au titre du remboursement des frais de succession. La solution est conforme à une vieille jurisprudence (CE, 15 février 1989, B..., n° 56681, B)², comme à la position constante de la Cour de cassation (Civ. 2ème, 8 novembre 1995, Bull. Civ. II, n° 273 ; Crim. 28 février 1996, Bull. crim., n° 97). Elle est, en outre, approuvée par la doctrine³, qui la justifie par la circonstance que ces frais correspondent à une imposition due par les héritiers en contrepartie de la transmission des biens du défunt dans leur propre patrimoine.

Perte de revenus liées aux dividendes

Il est encore reproché à la cour de ne pas avoir pris en compte, dans l'évaluation des revenus annuels perçus par le défunt avant son décès, les dividendes qui lui étaient servis en sa qualité de gérant de société. Son arrêt relève ainsi qu'en raison des traumatismes causés par l'accident du travail, « il ne pouvait être tenu pour certain [qu'il] aurait repris son activité professionnelle », même si sa prise en charge avait été satisfaisante.

La cour, qui s'est démarquée sur ce point des conclusions de sa rapporteure publique, n'a motivé sa position que par des considérations générales, extraites du rapport d'expertise, selon lesquelles les patients polytraumatisés sont susceptibles de souffrir de « lésions multiples et/ou menaçant le pronostic vital ou fonctionnel ».

L'expert, qui s'était borné à un développement général avant la réponse aux questions posées, ne quantifiait pas la probabilité de ce risque, que ce soit sur le plan statistique ou, surtout, dans le cas de M. A....

Or, il ne suffit pas, pour écarter l'existence d'un lien de causalité entre la faute et le préjudice, de relever que celui-ci ne peut être « tenu pour certain ». Un tel lien doit être regardé comme établi dès lors que sa probabilité est suffisamment élevée, qu'il existe des présomptions suffisantes.

En l'espèce, la cour n'a pas procédé à une telle recherche et elle ne disposait d'ailleurs, dans le dossier, d'aucun élément lui permettant d'affirmer que, même si l'intéressé pris en charge

² Plusieurs cours administratives d'appel ont par ailleurs déjà pris position en ce sens (V. par exemple : CAA de Nantes, 25 janvier 2019, Consorts Bosselin, 17NT01500 ; CAA de Marseille, Société nouvelle des ambulances Hyéroises et CHI de Toulon-La-Seyne-sur-Mer, 11MA00403 ; ou encore CAA de Bordeaux, 18 mars 2010, Mme Pechadre et autres, 09BX01735).

³ Patrice Jourdain, « L'incidence des règles successorales sur l'étendue du préjudice », RTD Civ. 1999, p. 847.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

dans les règles de l'art, ses blessures⁴ lui auraient causé des séquelles faisant obstacle à la reprise de son activité de gérant de la société.

Sa position sur le préjudice lié à la perte des dividendes était enfin totalement contradictoire avec celle selon laquelle sans la faute commise, l'intéressé aurait continué de percevoir les revenus professionnels liés à son activité.

L'arrêt nous semble donc entaché, d'une part, de dénaturation et, d'autre part, de contradiction de motifs.

Pensions d'orphelins

Le pourvoi conteste encore, également à juste titre, la prise en compte par la cour, dans l'estimation des pertes de revenus du foyer, des « pensions d'orphelin » versées aux deux enfants de M. A....

Si le principe de cette déduction n'est évidemment pas contesté, la cour a évalué leur montant à plus de 37 000 euros pour chacun des enfants jusqu'à leurs 21 ans, alors que, comme l'avait d'ailleurs jugé le tribunal, il n'était pas contesté en défense qu'il leur avait été uniquement versé un capital de 1 700 euros environ chacun⁵. Cela ressortait clairement d'un courrier du RSI produit au dossier. L'arrêt est donc, là encore, entaché de dénaturation.

Caractère insuffisant de l'offre d'indemnisation de la SHAM

Venons-en donc au dernier moyen du pourvoi, qui porte sur l'indemnité demandée au titre du préjudice moral causé par l'offre d'indemnisation que leur a adressé la SHAM, jugée manifestement insuffisante. C'est celui-ci qui a justifié que l'affaire soit portée devant votre formation de jugement.

Le cadre juridique applicable

⁴ À savoir un « fracas maxillofacial hémorragique », une fracture fermée des deux membres supérieurs, un pneumothorax du poumon gauche et des lésions hémorragiques intra-abdominales

⁵ L'erreur commise est d'autant plus surprenante que, dès lors que la cour estimait que cette somme devait être versée aux intéressés tous les ans jusqu'à l'âge de 21 ans, elle ne pouvait retenir un même montant pour les deux enfants, âgés de respectivement 9 et 12 ans au moment du décès de leur père.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

- En application de l'article L. 1142-14 du CSP, l'assureur était tenu d'adresser une telle offre aux demandeurs, dès lors que la CCI avait estimé que le dommage engageait la responsabilité du centre hospitalier.

Son neuvième alinéa, qui résulte d'un amendement introduit au Sénat⁶, prévoit que « *si le juge compétent, saisi par la victime qui refuse l'offre de l'assureur, estime que cette offre était manifestement insuffisante, il condamne l'assureur à verser à l'office une somme au plus égale à 15 % de l'indemnité qu'il alloue, sans préjudice des dommages et intérêts dus de ce fait à la victime* ». Ces dispositions sont inspirées de celles de l'article L. 211-14 du code des assurances, issu de la loi « Badinter » du 5 juillet 1985, s'agissant de la pénalité à verser par l'assureur au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages.

L'article L. 1142-15 institue un dispositif analogue en cas de refus de l'assureur de faire une offre ou lorsque le responsable du dommage n'est pas assuré.

- Il nous semble résulter de l'article L. 1142-14 que la victime peut être indemnisée de son préjudice causé par la présentation d'une offre d'indemnisation manifestement insuffisante.

La référence à des dommages et intérêts dus « de ce fait » révèle clairement que c'est bien le montant insuffisant de l'offre qui constitue le fait générateur du dommage. Le législateur a ainsi permis à la victime d'obtenir une indemnisation tant de ses préjudices en lien avec cette faute. Il peut s'agir, en particulier, de son préjudice moral lié à la déception de ne pas pouvoir effectivement profiter de la procédure d'indemnisation accélérée prévue par la loi, ou encore de ses troubles dans les conditions d'existence en lien avec la nécessité d'engager une action contentieuse, en lieu et place de la procédure accélérée normalement ouverte.

Telle est d'ailleurs l'interprétation que fait la Cour de cassation de l'article L. 211-14 du code des assurances. Celle-ci impose, en effet, à la victime de justifier d'un préjudice spécifique dû à cette absence d'offre, en refusant ainsi de considérer que ces dispositions conduiraient à l'attribution automatique de dommages et intérêts punitifs (V. Civ. 2e, 5 avr. 2007⁷).

Il s'agit ainsi d'une illustration, consacrée par le législateur, des demandes d'indemnisation pour « résistance abusive », dont il arrive que le juge administratif soit saisi, notamment en matière de marchés publics⁸.

⁶ Amendement n° 269

⁷ RGDA 2007. 628, note Landel

⁸ V. pour des exemples d'application : CE, 7 mai 2012, SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CANAL DES

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Compétence de la juridiction administrative

La compétence de la juridiction administrative pour connaître de telles conclusions indemnitaires n'est pas évidente puisqu'est ici en cause le comportement du seul assureur. Le dommage ne paraît nullement imputable à l'établissement hospitalier assuré.

Pour autant, l'appréciation du caractère suffisant de l'offre, et donc de la faute commise par l'assureur, découlera directement de la position des juges du fond sur les conclusions principales de la victime tendant à la réparation de son préjudice résultant de sa prise en charge par l'établissement de santé. Ces deux questions sont intrinsèquement liées et il est donc cohérent que ce soit le même juge qui se prononce sur chacune.

Toute autre solution reviendrait à complexifier inutilement les démarches de la victime, sans même parler des difficultés susceptibles de découler d'une divergence entre les deux ordres de juridiction sur le montant du préjudice indemnisable. Le législateur, en prévoyant expressément la possibilité d'une telle action de la victime contre l'assureur, nous semble avoir entendu faire prévaloir une logique de bloc de compétences, au profit du juge administratif.

Application au cas d'espèce

En l'espèce, la cour a retenu, à juste titre, que les requérants ne pouvaient utilement solliciter la condamnation du centre hospitalier et de son assureur au paiement de cette pénalité. Mais son arrêt ajoute ensuite qu'il ne résulte pas de l'instruction que le caractère insuffisant de l'offre faite par la SHAM aurait causé aux consorts Da Silva un préjudice moral distinct de ceux précédemment indemnisés.

Elle nous semble ainsi avoir entendu juger que l'indemnité allouée à la victime au titre du préjudice d'accompagnement et d'affection des ayants droit couvrait le préjudice en lien avec le caractère insuffisant de l'offre. Or, il lui appartenait de se demander si, indépendamment de ces préjudices, les victimes n'avaient pas subi un préjudice distinct en lien avec le caractère manifestement insuffisant de l'offre.

La confusion était d'autant moins possible que les préjudices en lien direct avec la prise en charge médicale avaient été indemnisés sur la base d'un coefficient de perte de chance, alors

ALPINES SEPTENTRIONALES, n°343697, B ; CE, 27 septembre 2006, Commune de Baalon, n°284022, B

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

que ce préjudice en lien avec le montant de l'offre devait être intégralement réparé. Il est, en effet, certain qu'il ne serait pas survenu sans la faute commise par l'assureur.

L'arrêt attaqué nous semble donc entaché de l'erreur de droit qui lui est reprochée.

PCM :

1° Si vous nous suivez, et compte tenu de l'admission partielle précédemment décidée, vous ne casserez l'arrêt attaqué qu'en tant seulement (si l'on ose dire) qu'il porte sur :

- **Les frais de suivi psychologique de la fille de M. A... ;**
- **Les pertes de revenus liés aux dividendes subies du fait du décès de M. A... ;**
- **La prise en compte de la pension d'orphelins ;**
- **Le préjudice moral subi du fait de l'insuffisance de l'offre d'indemnisation de la SHAM.**

2° Renvoi dans cette mesure de l'affaire à la cour

3° Rejet du surplus des conclusions du pourvoi

4° Mise à la charge du centre hospitalier et de la SHAM de 3 500 euros au titre de l'article L 761-1 du CJA

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.